

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **43 (2006)**

Heft 1692

PDF erstellt am: **08.08.2024**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

### **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*  
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, [www.library.ethz.ch](http://www.library.ethz.ch)

<http://www.e-periodica.ch>

# Domaine Public

domainepublic.ch

JAA 1002 Lausanne  
Annoncer les rectifications  
d'adresses

9 juin 2006  
Domaine Public n° 1692  
Depuis quarante-deux ans,  
un regard différent sur l'actualité

## La démocratie de la souris

Le vote électronique séduit le Conseil fédéral. Or, en dépit de l'efficacité et du confort promis, il ne garantit pas encore la sécurité et les contrôles nécessaires.

La landsgemeinde bascule dans l'anonymat électronique. La place du village se vide alors que les écrans ronronnent. Du corps à corps frôlant la promiscuité, on passe à la solitude en ligne la souris à la main. Le mouvement semble irrésistible, en passant par l'isolement du bureau de vote, puis le scrutin par correspondance jusqu'au suffrage exprimé à coups de sms - comme à Bühlach (ZH) lors d'une consultation communale en octobre 2005 - la démocratie cherche son salut dans le confort et l'immédiateté de la participation du citoyen aux affaires publiques. La Confédération y voit son avenir. Elle est prête à dépenser quelques millions, à modifier la Constitution et à convaincre cantons et communes à soutenir son effort.

La première élection en ligne à grande échelle se déroule en Arizona aux Etats-Unis lors des primaires qui doivent désigner le concurrent démocrate aux présidentielles de 2000. L'informatisation des bureaux de vote - au lieu de remplir un bulletin, on tapote ses préférences sur un ordinateur - développé tambour battant en Belgique, au Canada, au Brésil et au Pays-Bas - prend un coup de vieux. La

Suisse, plutôt réactive et bien équipée - neuf foyers sur dix possèdent un PC et 70% jouissent d'une connexion Internet - lance des essais pilotes à Genève, Zurich et Neuchâtel sur les traces des expériences nord-américaines. La nouveauté comble administration et votants. De plus, les absentéistes se rappellent des droits et devoirs civiques oubliés et les jeunes découvrent la citoyenneté mobile.

Or l'avancée technologique et ses conséquences sur les pratiques établies déclenchent le débat entre partisans et opposants du vote électronique. D'un côté on vante des résultats en temps réel, des économies financières et logistiques - pas de papier, moins de personnel pour le dépouillement, etc. - ainsi que des taux de participation en hausse, dopés par la possibilité de se prononcer en toute liberté n'importe où et n'importe quand. Car il faut bien s'adapter au monde contemporain dominé par les réseaux, l'ubiquité et la circulation instantanée des informations, où l'opinion suit des voies transversales, se détournant des relais traditionnels.

(md) Suite de l'article à la page 5

### Sommaire

La loi définit le mandat de la Banque cantonale vaudoise malgré les réticences de sa direction.

page 2

La volonté du peuple et du parlement doit se conformer au droit en vigueur.

page 3

Le patronat sape la protection du travail des jeunes contre son propre intérêt.

page 4

L'UDC conteste la participation financière de la Suisse à la protection des frontières de l'Union européenne.

page 5

Les secteurs productifs traditionnels créent toujours des entreprises.

page 6

### Euthanasie

Le droit pénal admet déjà l'assistance au suicide.

Les problèmes éthiques tout comme la diversité des situations implique que les médecins traitants disposent d'une marge d'appréciation que n'autoriseraient pas des solutions contraignantes.

Edito page 3